

BUREAU METROPOLITAIN DU mardi 11 janvier 2022

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16		
QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
14	0	2
OBJET DE LA DECISION		
<p style="text-align: center;">N° 2 2 / 1 8</p> <p style="text-align: center;">21TIC03 - ACCORD- CADRE A BONS DE COMMANDE RELATIF AUX PRESTATIONS DE MAINTENANCE, D'EVOLUTION ET PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES DE LA SOLUTION LOGICIELLE SEDIT DE CONTROLE DE GESTION AVEC LA SOCIETE BERGER LEVRAULT POUR LES BESOINS DE LA VILLE DE TOULON - RELANCE SUITE A DECLARATION SANS SUITE DU 20TIC07</p>		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI,
M. Robert BENEVENTI,
Mme Nathalie BICAIS,
M. Robert CAVANNA, M.
Yannick CHENEVARD, M.
Jean-Pierre COLIN, M.
Hubert FALCO, M. Jean-
Pierre GIRAN, M. Arnaud
LATIL, M. Jean-Louis
MASSON, M. Ange MUSSO,
M. Francis ROUX, M. Jean-
Sébastien VIALATTE, M.
Gilles VINCENT

ABSENTS :

M. Christian SIMON, M.
Hervé STASSINOS

DECISION METROPOLITAINE

N° 2 2 / 1 8

BUREAU DU 11 janvier 2022

**OBJET : 21TIC03 - ACCORD-CADRE A BONS DE
COMMANDE RELATIF AUX PRESTATIONS DE
MAINTENANCE, D'EVOLUTION ET PRESTATIONS
COMPLEMENTAIRES DE LA SOLUTION LOGICIELLE
SEDIT DE CONTROLE DE GESTION AVEC LA
SOCIETE BERGER LEVRAULT POUR LES BESOINS
DE LA VILLE DE TOULON - RELANCE SUITE A
DECLARATION SANS SUITE DU 20TIC07**

LE BUREAU METROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU les articles L.2122-1 et R.2122-3-3°, L2125-1 1°, R. 2162-1 à R.2162-6,
R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la Commande Publique,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création
de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au Président et au Bureau,

VU le procès-verbal de la Commission d'Appel d'Offres en date du 07/12/2021,

CONSIDERANT que la consultation concerne un accord-cadre à bon de commande relatif aux prestations de maintenance, d'évolution et prestations complémentaires de la solution logicielle SEDIT de contrôle de gestion avec la société Berger Levrault pour les besoins de la ville de Toulon,

CONSIDERANT que la consultation est une relance suite à une déclaration sans suite de la procédure 20TIC07,

CONSIDERANT que les évolutions fonctionnelles et technologiques entraînant une obligation d'adaptation permanente (maintenance) des modules constitutifs du logiciel SEDIT, il s'avère nécessaire d'assurer une maintenance continue,

CONSIDERANT qu'un courrier a été envoyé en date du 20/07/2021 avec une remise des offres fixée au 02/09/2021 à 16h00 à l'entreprise Berger LEVRAULT concernant l'accord-cadre à bons de commande passé sans publicité ni mise en concurrence préalables,

CONSIDERANT que 1 pli a été déposé dans les délais,

CONSIDERANT que suite à la Commission d'Appel d'Offres, les membres de la commission décident de retenir l'offre de l'entreprise BERGER LEVRAULT SA sise Boulogne-Billancourt (92100),

CONSIDERANT que le candidat présentait les garanties et capacités, techniques, professionnelles et financières suffisantes,

CONSIDERANT que le candidat ne sera attributaire du marché qu'après avoir fourni l'ensemble des pièces fiscales et sociales demandées,

CONSIDERANT qu'à défaut de production de ces pièces dans les délais impartis, le marché ne pourra pas lui être attribué,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer le marché suivant, avec la société BERGER LEVRAULT pour un montant après négociation de 215 208,12 € HT, étant précisé que le montant des seuils minimum et maximum des prestations pour la période initiale de l'accord-cadre est défini comme suit :

Minimum 40 000 € HT ; Maximum 220 000 € HT.

ARTICLE 3

DE DIRE que l'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de la date de sa notification. L'accord-cadre peut être reconduit tacitement par périodes successives de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

ARTICLE 4

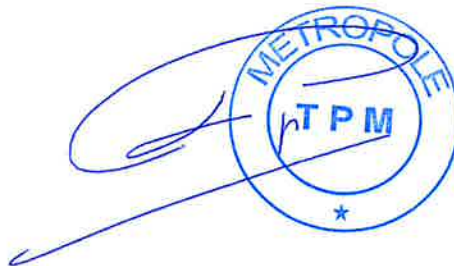
DE DIRE que les crédits sont inscrits au Budget Principal 2022 (et suivants),
fonction 020.2.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à TOULON, le 11 janvier 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre



POUR : 14
CONTRE : 0
ABSTENTION : 0

